

15 PAGES DE DOSSIER

+ LE COIN CINÉ / BD

+ LE DO IT YOURSELF

BOMBES À GRAINES

24

Junon

Le goût du futur DÉCEMBRE 2019



Violences ?

SOMMAIRE



- 04 **BILLET D'ACTU** | L'écologie politique est féministe
et fondamentalement anti-réactionnaire

DOSSIER | Violences ?

- 06 Violences en tous genres
- 08 Tu enfanteras dans la douleur !
- 09 Témoignage de violences obstétriques
- 10 Palestine : fragmenter pour mieux occuper
- 12 Ouvrir les yeux sur les dominations pour construire la paix... ?
- 14 Publicité, consommation et violence symbolique
- 16 Violences dans les révolutions
- 21 **DO IT YOURSELF** | Fabrique tes bombes à graines
et jette-les pour favoriser la biodiversité

22 LE COIN CINÉ / BD

23 L'ILLU D'AIMBÉ

Direction écolo j
Cloé Devalckeneer
Arthur Lambert

Rédactrice en chef
Jérôme Gehrenbeck

Design & Layout
Magali Lequeux

Crédit photos
creativecommons.org
Unsplash

Éd resp : Cloé Devalckeneer
et Arthur Lambert
29-35 Bvd Bischoffsheim
1000 Bruxelles

Imprimé sur papier recyclé chez
www.adrenaline.be



L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) définit la violence comme *l'utilisation intentionnelle de la force physique, de menaces à l'encontre des autres ou de soi-même, contre un groupe ou une communauté, qui entraîne ou risque fortement d'entraîner un traumatisme, des dommages psychologiques, des problèmes de développement ou un décès*. Sur le site de l'OMS, seul le dernier mot de cette définition est pris pour illustration du terme *violence*, à travers des rangées de croix funéraires.

Pourtant, la violence ne consiste pas seulement en force physique, ni même en menaces. La violence est parfois faite d'un discours non menaçant mais néanmoins très néfaste pour la personne qui le reçoit. La violence peut également être symbolique, en faisant passer pour naturel le rapport de domination. Il en résulte souvent une intériorisation de sa position dans l'espace social.

Les personnes le plus souvent victimes de violences sont alors plus susceptibles de ne pas pouvoir s'émanciper du rôle social qu'elles jouent.

Et qui est le plus souvent victime de violences ? Les personnes plus vulnérables, qui sont donc dominées plus facilement (que cette domination soit d'ordre physique, social, politique, économique, etc). Les personnes qui ont le moins de revenus ont plus de risques d'être exploitées ou d'être *simplement* niées dans la société. Les femmes – considérées comme appartenant au *sexe faible* – sont également plus violentées que les hommes... Par ailleurs, un homme violent, ça paraît presque normal !

Les violences s'expriment aussi à l'égard de ceux et celles qui s'écartent de la norme (transgenres, homosexuelle-s, personnes en situation de handicap ou dont le corps est considéré comme *anormal*).

Mais la violence est-elle parfois un mal nécessaire ? Non ? Jamais ?

Et dans les mouvements sociaux alors ? Peut-on espérer un changement de société à travers des actions non-violentes ? Personnellement, je veux y croire car je ne pourrai jamais me résoudre à cautionner un acte violent. Seulement, je dois bien admettre que le blocage de la rue de la loi en mars 2019 a eu un impact impressionnant... de par sa nullité ! ■



Jérôme Gehrenbeck | Rédactrice en chef

L'ÉCOLOGIE POLITIQUE EST FÉMINISTE

QUAND LA LIBERTÉ DE GÉRER SON CORPS EST IMPOSSIBLE AU NOM DE L'INTÉRÊT SUPÉRIEUR DE LA RACE HUMAINE, ON SAIT QUE LES FEMMES OU LES PERSONNES AYANT UN UTÉRUS N'ONT TOUJOURS PAS OBTENU LE DROIT D'EXISTER JUSTE POUR ELLES-MÊMES

Le débat autour de l'IVG refait régulièrement surface dans l'espace politico-médiatique, faisant ressurgir des positions réactionnaires. En plus de mettre en danger l'autonomie des personnes pouvant être enceintes, celles-ci récupèrent le concept d'écologie pour le faire rentrer dans un conservatisme.

Faire appel à la vulnérabilité de *la femme* pour défendre une limitation de son droit à disposer d'elle-même n'est rien d'autre que du paternalisme teinté de misogynie.

CHEZ ÉCOLO j, NOUS AFFIRMONS QUE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE EST UN PROJET D'ÉMANCIPATION ET DE FIN DES RAPPORTS DE DOMINATION

Ainsi, en tant que jeunes écologistes, nous considérons que nulle n'est mieux placée que la personne concernée pour décider de ce qui est bien pour elle. Considérer que certains attributs - leur vulnérabilité et leur maternité obligatoire, par exemple - sont *naturellement* féminins est une dangereuse essentialisation des femmes, qui justifie les rapports de domination du système patriarcal.

LES ÉCOFÉMINISTES - DONT NOUS PARTAGEONS L'ANALYSE - Y VOIENT UN LIEN AVEC LA FAÇON DONT LES SOCIÉTÉS PATRIARCALES SE SONT APPROPRIÉ LA NATURE

En effet, nos sociétés de consommation capitalistes présupposent l'exploitation et *in fine* la destruction des ressources. Ces deux combats, pour le respect des écosystèmes et pour l'autonomie des femmes sur leur corps, sont dès lors interdépendants et les mener parallèlement fait de notre vision de l'écologie politique un projet cohérent.

En tant que jeunes écologistes, bien sûr, nous défendons la vie : celle des femmes déjà lancées dans le monde, qui ont une vie, une histoire, des projets. Une vie qui ne mérite pas d'être écrasée pour satisfaire les croyances de quelques-un·e·s, dont de jeunes missionnaires issu·e·s d'une classe sociale privilégiée, et/ou pour asseoir leur contrôle sur cette vie.

Par ailleurs, l'écologie politique que nous voulons incarner défend la justice sociale. Or, la charge mentale et financière de la contraception repose encore massivement sur les femmes et fait ainsi partie intégrale de leur vie sexuelle. Enfin, de nombreuses personnes se retrouvent aujourd'hui dans une situation de précarité matérielle, et parfois sociale, qui rend une situation de grossesse dangereuse pour la dignité et les conditions de vie de la mère et de l'enfant qui aurait pu en découler.



ET FONDAMENTALEMENT ANTI-REACTIONNAIRE



LE POIDS SOCIAL QUE L'IMPÉRATIF DE LA MATERNITÉ FAIT PESER SUR ELLE LA PRÉSENTE COMME UNE CONDITION *SINE QUA NON* POUR QUE LA FEMME SE RÉALISE PLEINEMENT

C'est aussi une des raisons pour lesquelles l'avortement peut être tant réprouvé culturellement. Or, être une mère est une très belle chose, ne pas l'être aussi. Aucune de ces deux positions ne devrait être une injonction morale.

Laisser la liberté aux femmes de disposer de leur corps c'est l'opportunité de permettre à chacune d'avoir le choix de son épanouissement, la possibilité de disposer de son utérus comme elle l'entend, c'est-à-dire de ne pas devenir parent contre son gré.

écolo j appelle donc à la dépénalisation totale de l'IVG, pour les concerné-e-s, comme pour les médecins la pratiquant. Nous plaçons également pour l'ajout de raisons d'ordre psycho-sociales, en plus des raisons médicales, pouvant justifier une interruption dépassant de quelques jours le délai légal. Nous pensons aussi que l'augmentation du délai légal de 12 à 18 semaines va dans le bon sens, mais pourrait aller plus loin. Nous voulons simplement que chaque enfant puisse être accueilli au sein d'une famille - quelle qu'en soit la forme - l'ayant choisi, voulu et étant prête à lui offrir une existence émancipatrice. Nous portons dans notre projet politique une société dépourvue de rapports de domination, ne permettant ainsi plus aux privilégié-e-s d'imposer leur agenda et leur vision de la Vie: la révolution écologique est un projet profondément progressiste. ■

VIOLENCES

EN TOUS GENRES

NOUS SOMMES LE 3 NOVEMBRE 2019, ET JE LIS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX QU'AURÉLIE A ÉTÉ TUÉE SOUS LES COUPS DE SON MARI

Ce sont des coups de brique et de couteau qui se cachent sous *les coups*. Le 6 novembre, c'est au tour de Jill de succomber. Le dimanche suivant, Sylvie y passera aussi. Ces meurtres, vulgairement classés comme faits divers, se regroupent sous le terme *féminicide*. Le féminicide, c'est assassiner une femme en raison de son identité de genre, et le terme n'est à l'heure actuelle toujours pas reconnu dans la majeure partie du monde.

Chaque jour, nous pouvons lire bon nombre d'histoires sordides de femmes violées, violentées, tuées, victimes de mutilations génitales, d'interdiction d'avorter, d'avortements forcés ou encore de mariages arrangés. Les violences envers les femmes ne sont pas nouvelles, et ont même été la norme durant de longues années. Quelle que soit leur nature, ces violences subsistent.

En regardant en face, suivant la dualité si tranchée que les médias imposent encore souvent à l'identité de genre, les violences faites aux hommes sont elles aussi présentes, et pourtant tristement tues. Les hommes représentent 27% des cas enregistrés par les associations venant en aide aux victimes de violences conjugales. En 2016 en France, là où tous les trois jours, une femme mourait des suites de violence, c'est tous les 11 jours qu'un homme décédait de violences conjugales. Du point de vue des violences physiques et psychologiques, ce n'est donc pas non plus la

joie pour nos homologues masculins...

MAIS DONC, L'ÉGALITÉ, ON Y EST OU PAS ENCORE ?

Faisons le point en Belgique en quelques chiffres sur l'égalité hommes-femmes...

- Une femme gagne en moyenne 2.771€ contre 3.108€ pour un homme (salaire brut).
- Le congé de paternité est de 10 jours, contre 15 semaines pour le congé de maternité.
- En 2018, 26% des femmes entre 20 et 49 ans, sans enfant, travaillent à temps partiel, contre 7% des hommes. Dans la même tranche d'âge, lorsqu'on parle de 3 enfants ou plus, ce chiffre grimpe jusqu'à 52% pour les femmes, contre 9% pour les hommes (Eurostat).
- La part des tâches domestiques exécutées par les femmes représente 72%.

Bon, pour l'égalité dans notre société actuelle donc, on repassera, et les inégalités sont aussi en défaveur des hommes...

DE L'OPPRIMÉ À L'OPPRESSEUR ?

Le féminisme est défini comme un *mouvement militant pour l'amélioration et l'extension du rôle et des droits des femmes dans la société* qui comprend aujourd'hui une dimension qui se veut plus généralement égalitaire. Nous ne militons plus uniquement pour l'amélioration des conditions de la femme, mais pour

l'égalité des genres, quel que soit le genre, puisque nous comprenons aussi que le genre n'est plus simplement dichotomique.

Un des problèmes avec le féminisme actuel est qu'il y a finalement peu de consensus en ce qui concerne la définition, dû à la multiplicité des combats qui se retrouvent englobés par le terme. Arrivent alors les raccourcis du type *les femmes veulent prendre le pouvoir*, et les genres autres que le genre féminin peuvent vite se sentir lésés dans ce combat qui ne semble concerner finalement que les femmes, ou autrement dit, pour reprendre les termes de Karen Offen, c'est une histoire de femmes, *par les femmes, sur les femmes et pour les femmes*. En arriverait-on à une sorte de violence symbolique inversée ?

Parmi les conséquences malheureuses qui en découlent, nous retrouvons une sorte d'effet rebond, donnant naissance à un mouvement appelé *masculinisme*, qui *promeut la position dominante des hommes dans la société*, s'apparentant alors à une sorte d'anti-féminisme. Dans une sorte d'entre-deux s'est aussi fondé l'*hominisme*, défini comme un *mouvement se préoccupant de la condition masculine, mais aussi de la condition féminine, et de celle des enfants*. Cela rappelle toutefois ce qui est englobé dans le féminisme mais sous un autre terme, chaque genre tirant alors la couverture de son côté pour décider d'un juste mot, pour globalement dire la même chose...

Les termes et les mouvements se multiplient, jusqu'à créer des camps qui s'opposent parfois violemment. Il serait probablement temps d'arrêter de nous battre les un-e-s contre les autres, et d'enfin militer tou-te-s ensemble pour un monde où chacun-e peut avoir sa place, avec les mêmes droits et opportunités, peu importe son genre. ■



TU ENFANTERAS DANS LA DOULEUR !



CAROLINE, 26 ANS, ACCOUCHE DE SON PREMIER ENFANT. L'ENFANT VIENT DE NAÎTRE. ELLE N'A PAS EU D'ÉPISIOTOMIE

L'enfant était plus *gros* que prévu. Elle est déchirée. Elle a besoin d'être recousue. La sage-femme lui met un produit anesthésiant, prend une aiguille et un fil. Puis, elle est appelée pour une autre naissance. Elle s'en va. Elle revient, combien de temps plus tard ? Caroline ne sait plus. Elle commence à la recoudre. Caroline hurle de douleur. La sage-femme lui dit qu'elle ne doit pas faire sa *chochotte*. Le père de l'enfant de Caroline fait remarquer à la sage-femme qu'elle est partie depuis longtemps et que le produit ne fait plus effet donc sa compagne souffre.

Une histoire parmi tant d'autres. Une violence obstétricale, c'est selon Marie-Hélène Lahaye *tout comportement, acte, omission ou abstention commis par le personnel de santé qui n'est pas justifié médicalement et/ou effectué sans le consentement libre et éclairé de la femme enceinte ou parturiente.*

Après son accouchement, Caroline a décidé qu'elle ne voudrait pas d'autre enfant.

POURQUOI LES VIOLENCES OBSTÉTRICALES EXISTENT-ELLES ?

Principalement parce que les futures mères ne sont pas consultées sur les décisions qui concernent leur corps. En Belgique, une femme sur deux subit une épisiotomie¹ sans qu'on lui ait demandé son avis. La plupart du temps, elles ne sont pas nécessaires. Elles sont pratiquées *par confort*.

LE CONFORT DE QUI ?

Du personnel soignant, pas celui de la mère. En France, à Besançon, un hôpital a décidé de limiter cette pratique. Ils sont plusieurs à décider si l'épisiotomie est nécessaire ou pas. Une pratique qu'ils ne font qu'à contrecœur.

Trois ans plus tard, Caroline a eu un deuxième enfant. Elle a changé de gynécologue et de sage-femme. Son deuxième accouchement s'est beaucoup mieux passé. La gynécologue a jugé qu'elle n'avait pas besoin d'une épisiotomie. Elle lui a mis des compresses chaudes pour détendre son périnée. On peut changer les habitudes, à condition de poser les bonnes questions aux patientes. ■

TEMOIGNAGE

DE VIOLENCES OBSTETRIQUES

À 23 ANS, JE ME SUIS ENFIN DÉCIDÉE À ALLER CONSULTER POUR LA PREMIÈRE FOIS UNE GYNÉCOLOGUE

Celle de ma mère, comme beaucoup de jeunes filles en fait. C'est plus simple car généralement, on n'a pas un répertoire des gynécologues du coin et on ne connaît pas. Bref, avec un peu d'appréhension me voilà à ce fameux premier rendez-vous gynécologique de ma vie.

Je suis accueillie par la gynécologue qui commence avec les simples questions de routine. Jusque-là, tout va bien.

ELLE ME DEMANDE ALORS DE ME DÉSHABILLER TOTALEMENT

Sans m'en dire plus, ni pourquoi ni ce qu'elle allait faire. Je commence à vraiment me sentir mal à l'aise mais je n'ose rien dire (l'autorité de la blouse blanche). Je m'exécute donc (tout ça avec un paravent à moitié cassé et situé très loin de la table d'examen).

Elle me demande ensuite de m'installer sur la table d'examen et puis là, sans me prévenir et sans m'expliquer ce qu'elle va me faire ni pourquoi, elle rentre un instrument dans mon vagin et puis un autre...

Les seuls mots que la gynécologue m'aura dit durant son examen c'est que j'avais de *beaux ovaires* et que son instrument *passait facilement* (ça paraît anodin et normal comme

remarque mais moi, personnellement, j'ai été perturbée que ça soit les seuls mots qu'elle me dise).

SUR LE COUP, JE N'AI PAS RÉAGI CAR JE N'AI PAS OSÉ

Surtout, j'ai été *tétanisée* par cette façon brutale de procéder. Je n'ai même pas eu le temps d'être consentante : j'ai eu l'impression d'avoir été violée après coup, vraiment.

Après ça, elle me dit de me rhabiller et de venir m'asseoir près de son bureau. Elle me prescrit une pilule sans même me demander si je la veux, ce que cela implique ou quelles sont les autres alternatives de contraception, ce que je considère comme un manque de professionnalisme de plus, outre ce qu'il s'était passé juste avant.

Plusieurs jours après ce rendez-vous je me suis rendue compte que je l'avais vraiment très mal vécu. Je me suis sentie très mal et *salie* par la gynécologue qui m'avait reçue et c'est toujours le cas actuellement.

Ça fait presque 3 ans.

Depuis, je suis en couple, dans une relation *stable*. Je devrais - pour ma santé - y retourner mais je n'en ai pas encore trouvé la force ni le courage, de peur de revivre cette mauvaise expérience. ■

PALESTINE: FRAGMENTER

EN AVRIL 2019, NOUS ÉTIIONS 14 JEUNES, ACCOMPAGNÉ·E·S DE SYLVIE ET STAN DE L'ASSOCIATION BELGO PALESTINIENNE, À PARCOURIR LES TERRITOIRES OCCUPÉS DE PALESTINE DURANT UNE DIZAINE DE JOURS

Une dizaine de jours, lors desquels nous avons rencontré des Palestinien-ne-s comme des Israélien-ne-s, tou-te-s engagé-e-s contre l'occupation. Ce voyage avait pour but de nous faire entrevoir la réalité derrière celle-ci. Et, après l'avoir un peu mieux entrevue, d'un peu mieux savoir en parler. Ces deux exigences-là étaient d'ailleurs les seules pour bon nombre de nos correspondant-e-s lors de nos entretiens avec elleux.

ON NE VOUS APPRENDRA RIEN EN VOUS DISANT QUE CETTE RÉALITÉ EST RYTHMÉE DE VIOLENCE

Mais prenons le temps de comprendre de quelle violence on parle. Celle-ci n'est pas unique : elle est multiple et complexe. En effet, lors de notre voyage, nous avons pu comprendre qu'elle n'est pas seulement physique.

Selon l'association BADIL, que nous avons rencontrée à Bethlehem, organisation juridique qui lutte pour un droit de retour et pour le respect du droit international sous l'occupation, l'état d'Israël exerce une double stratégie pour éliminer le peuple palestinien de son territoire. En employant notamment la violence physique d'un côté mais, de l'autre, en instaurant d'innombrables contraintes aux



POUR MIEUX OCCUPER

Palestinien-ne-s pour que leur environnement soit le plus étouffant possible.

La société palestinienne n'est pas uniforme, et la vie sous l'occupation ne l'est pas non plus. Il y demeure avant tout des inégalités sociales. Certain-e-s tireront profit de l'occupation et d'autres en paieront d'autant plus le prix. Aussi, sans s'attarder sur la complexité de l'administration palestinienne, il est important de rappeler que les territoires sont divisés entre Jérusalem et la Cisjordanie, elle-même divisée en trois zones (A,B,C) soumises dans des proportions différentes aux autorités israéliennes. Pour exemple, la zone C est exclusivement sous contrôle administratif et militaire israéliens, et elle occupe 62% de la Cisjordanie. Dans cette zone, construire une habitation est par exemple une mesure qui exige la demande d'un permis, ce qui n'est pas le cas en zone A. Chacune de ces régions est donc légiférée différemment. Ce qui implique que les contraintes, à nouveau, ne seront pas les mêmes pour tou-te-s. Enfin, il faut ajouter que la légifération sous l'occupation est un concept très variable, et qu'elle semble pencher presque toujours en faveur de la partie israélienne.

DANS L'ENSEMBLE, LA SOCIÉTÉ PALESTINIENNE EST DONC PROFONDÉMENT FRAGMENTÉE, ET CE DE MANIÈRE TRÈS COMPLEXE

Tout est établi pour que la situation soit impossible à comprendre, impossible à quantifier, et d'autant plus insupportable. Mais cette fragmentation est bien évidemment organisée selon un système bien cohérent

ayant pour unique but de subordonner la population palestinienne toute entière aux autorités israéliennes.

En fragmentant la population, Israël vise aussi à fragmenter les esprits de chacun-e de ses individu-e-s.

Tout ceci relève d'une seconde forme de violence : psychique cette fois.

C'est sur le long terme que cette violence prend le plus d'importance. Nous l'avons nous-mêmes ressenti durant ces dix jours : il est d'autant plus difficile de garder la tête haute lorsque tout au quotidien - et ce depuis des dizaines d'années - nous pousse à la perdre. Le peuple palestinien est épuisé, et la droitisation du pouvoir israélien, qui rime notamment avec une liberté de plus en plus grande pour les colons et leur violence physique, laisse peu d'espoir pour les années à venir.

POURTANT, À L'ACHÈVEMENT DE CE VOYAGE, CHACUN-E D'ENTRE NOUS EN EST RESSORTI-E CONVAINCU-E : IL DEMEURE UNE FORCE IMMENSE

Un force qui résonnait en chacune de nos rencontres, de nos poignées de mains, en chacun des sourires et en chacun des regards que nous avons pu échanger. Une force qui nous a semblé infinie, intemporelle. Une force qui maintient et maintiendra les têtes hautes, les esprits cohérents, et ce pour toutes les générations. Une force qui permet aux Palestinien-ne-s de résister, d'exister, et de faire preuve de résilience. ■

OUVRIRE LES YEUX SUR LES DOMINATIONS POUR CONSTRUIRE LA PAIX... ?

POUR ÉLEVER LES DÉFENSES DE LA PAIX, IL EST NÉCESSAIRE DE DÉCONSTRUIRE LES ROUAGES DE LA DOMINATION QUI GÉNÈRE LA VIOLENCE

C'est pour contribuer à ce détricotage et lutter contre les causes profondes de la violence que la CNAPD sort deux nouveaux outils : une version actualisée de son outil *Logiques de domination. Dominations logiques ?* et *Bienvenue sur Perfectus !*, un nouveau jeu de société pour questionner la domination.

Œuvrer à élever les défenses de la paix, c'est besogner inlassablement à déconstruire la machinerie de la domination. Le langage qui perforce des représentations du monde est l'un des rouages de ce mécanisme. Accordons-nous donc d'abord sur le mot *Paix*. Pour l'Assemblée générale des Nations Unies, ce n'est pas juste l'absence de conflits mais *un processus positif, dynamique, participatif qui favorise le dialogue et le règlement des conflits dans un esprit de compréhension mutuelle et de coopération*. L'objectif ainsi défini, le constat est cinglant. La réalité que nous expérimentons tous les jours en est très éloignée.

Les rapports entre les personnes, entre les collectivités, entre les États restent largement caractérisés par la violence, basés sur la

domination des un-e-s sur les autres. Parfois cette violence est directe et physique, souvent elle est plus subtile. Elle s'exerce sur les personnes de manière insidieuse, usant petit à petit les corps et les esprits et entravant les possibilités de satisfaire nos besoins de base. Une violence bien souvent invisible car perçue comme ordinaire et renforcée par la complexité de ses structures.

SI CE SYSTÈME EST AUSSI TENACE, C'EST AUSSI ET SURTOUT QUE, PLUS OU MOINS CONSCIEMMENT, NOUS EN SOMMES TOU.TE.S COMPLICES, DOMINANT-E-S OU DOMINÉ-E-S

Au 16^{ème} siècle, Etienne de la Boétie expliquait déjà cette réalité par la *servitude volontaire*. Soumis-e par la peur de l'insécurité de la vie et la force de la coutume et grâce à l'intériorisation du rapport de force, chaque personne intériorisait puis finalement acceptait et défendait son statut de dominé-e. Au 20^{ème} siècle, Antonio Gramsci démontrait ces processus d'intériorisation et de soumission par les outils de la culture hégémonique. Les personnes dominées le sont parce qu'elles utilisent et subissent les catégories mentales qui servent à leur propre domination. Pierre Bourdieu ne disait pas autre chose en posant les fondements de ce qu'il désigna comme



la *violence symbolique*. Une violence qui prend les formes d'une justification et d'une légitimation de la violence inhérente au système donné, perçue comme nécessaire et évidente. Il y a intériorisation de la domination et ainsi légitimation de la place occupée dans un système donné. Cette violence est perçue comme légitime car le principe de classement dans ce système est lui-même perçu comme tel.

Pour espérer construire les bases d'une culture de paix véritable et durable, il faut exposer et déconstruire ces rapports de domination afin d'enrayer, et finalement d'arrêter, ces mécanismes de légitimation de l'ordre social établi et violent. À cette fin, il est essentiel d'analyser le système dans sa globalité et de questionner sa genèse autant que son maintien et son évolution au regard de ces mécanismes d'intériorisation des normes sociales. ■

La réédition de l'outil *Logiques de domination. Dominations logiques ?* et la parution du jeu de société *Bienvenue sur Perfectus !* ont pour vocation de contribuer à mieux comprendre ces dominations et les violences qu'elles génèrent, permettent et perpétuent. Il s'agit de visibiliser certains de leurs rouages et engrenages, de déceler les mots et les modes qui les sous-tendent. Déconstruire les dominations pour construire la culture de paix.

Les deux outils sont disponibles sur demande auprès de la CNAPD à l'adresse suivante : info@cnapd.be. La nouvelle version de l'outil *Logiques de domination. Dominations logiques ?* sera disponible gratuitement à la fin de l'année 2019. Le jeu de société *Bienvenue sur Perfectus !* sera disponible début 2020. Il pourra être commandé en prêt et/ou dans le cadre d'une animation dispensée par l'équipe d'animation de la CNAPD.

PUBLICITE CONSOMMATION ET VIOLENCE SYMBOLIQUE



À L'APPROCHE DES FÊTES DE FIN D'ANNÉE, LA PUBLICITÉ EST PARTOUT : À LA TÉLÉVISION, À LA RADIO, SUR INTERNET ET DANS L'ESPACE PUBLIC.

Loin d'être anodine, l'omniprésence de la publicité, bras armé de la consommation de masse, en dit long sur nos sociétés contemporaines.

LES INVESTISSEMENTS PUBLICITAIRES EN BELGIQUE

En 2017, les investissements publicitaires ont représenté en Belgique plus de 4 milliards d'euros, un chiffre en constante augmentation. Les investissements publicitaires correspondent aux dépenses en publicité des annonceurs, tout média confondu – la publicité, la télévision, à la radio, en ligne... Ce montant représente 360 euros par année par Belge, soit près d'un

euro par jour par personne. Ces sommes conséquentes ont pour objectif d'augmenter toujours plus les ventes de ces annonceurs. D'un point de vue systémique, la publicité est un instrument visant à accroître de manière linéaire la consommation des ménages dans une logique de croissance économique infinie.

L'OMNIPRÉSENCE DE LA PUBLICITÉ, BRAS ARMÉ DE LA CONSOMMATION DE MASSE

La publicité, quand elle participe à la diffusion de l'idéologie dominante, est une forme de violence. Plus qu'un besoin légitime d'information, la publicité façonne l'imaginaire collectif en véhiculant une vision du monde particulière. Elle fait raisonner en chacune de nous notre identité réelle ou perçue – nos valeurs, notre culture, notre place dans la société – pour créer un désir de consommer.

Cette identité se reflète ensuite dans nos habitudes de consommation et agit comme un marqueur social, témoignant aux autres notre identité, réelle ou perçue. La publicité va jusqu'à flatter nos désirs narcissiques de consommation instantanée et illimitée. Ainsi, Proximus proclame que *Tu n'es pas obligé d'être « epic » mais si tu veux, tu peux* ou Base qui propose un max de data à « Atypique » (comprenez, vous) parce que « Atypique » est libre. « Atypique » se débrouille mieux et ose plus que tout le monde. Bref « Atypique » ne fait pas comme tout le monde.

Alors, pourquoi vous - qui êtes tellement différent-e-s des autres - ne consommez-vous pas la même chose que les autres ? La publicité flatte la plus grande crainte de l'être moderne : être accepté-e par les autres tout en ayant l'impression d'être atypique, épique, au-dessus de cette masse homogénéisée.

Mais loin de l'individu rationnel faisant un choix libre et conscient, notre consommation participe à la construction de notre identité et témoigne de notre place dans la société.

LA CONSOMMATION, UNE VIOLENCE SYMBOLIQUE

Le portrait de ce couple de gilets jaunes dans le journal *Le Monde* est révélateur des rapports de classe entretenus par la publicité et la consommation. Ce couple faisait part aux journalistes du *Monde* de leur difficulté à boucler leurs fins de mois, ce qui n'a pas manqué de soulever de vives critiques chez une partie des lecteurs-riche-s de ce même journal. Ces dernier-e-s, issu-e-s principalement des classes aisées, ne comprenaient pas la difficulté de ce couple à joindre les deux bouts. Plus encore, iels s'indignaient des dépenses du couple et de leur incapacité à gérer correctement leur budget.



Ces réactions témoignent d'une véritable *violence symbolique*, c'est-à-dire le processus qui fait passer pour naturel et donc légitime le rapport de domination entre classes sociales. Si les pauvres sont pauvres, c'est simplement de leur faute, de leur incapacité à gérer correctement un budget. Si les pauvres restent pauvres, c'est parce qu'ils dépensent trop, qu'ils consomment mal.

À l'inverse, les classes populaires acceptent inconsciemment leur domination et intériorisent la vision du monde des classes supérieures. Les classes populaires veulent ressembler aux classes moyennes, les classes moyennes aux classes aisées. Ce phénomène est rendu possible par la consommation de masse, entretenu par l'omniprésence de la publicité.

Plus que répondre à nos besoins, la publicité crée des envies qui maintiennent des rapports de domination entre classes sociales. En faisant miroiter le désir de s'élever socialement, la consommation de masse participe à la domination des classes populaires, par la violence symbolique. En cette fin d'année, l'omniprésence de la publicité, bras armé de la consommation de masse, doit être considérée pour ce qu'elle est : un instrument au service des dominant-e-s. ■

VIOLENCES

DANS LES RÉVOLUTIONS

LA VIOLENCE, SEULE VOIE VERS LE CHANGEMENT DE SYSTÈME ?

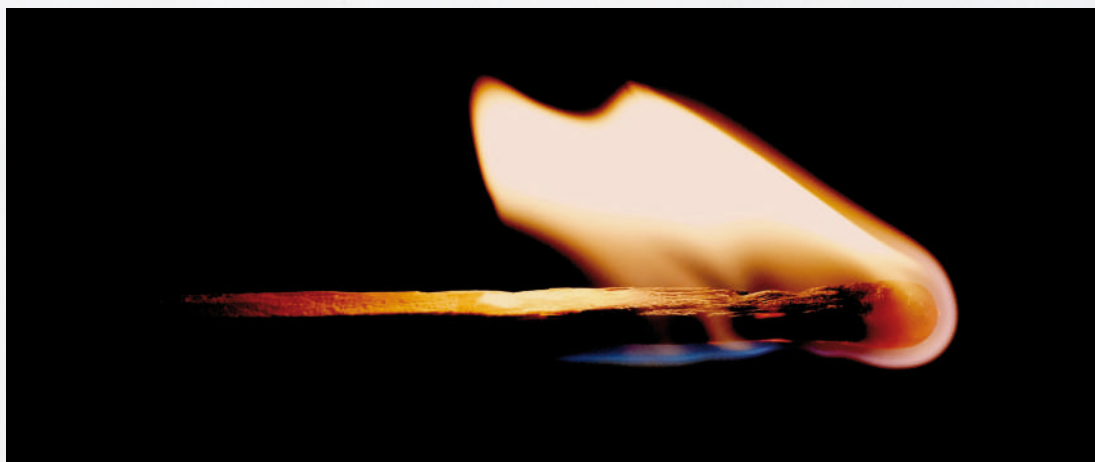
7 janvier 2019. La France est plongée dans la plus grave crise sociale depuis 50 ans. Sur le plateau de CNews, le philosophe Vincent Cespedes subit un assaut sans concession des chiens de garde du petit écran pour avoir osé dire *je comprends la violence des gilets jaunes*. Il se fait ainsi rétorquer : *Heureusement que les millions de Français-e-s qui crèvent de faim et de froid n'ont pas cette réaction-là, sinon ce serait la guerre civile en France*.

Si le risque de guerre civile plane bien réellement, il est irresponsable de ne pas en analyser les causes car, partout, les sociétés entrent en éruption de manière comparable. Du Chili au Liban, en passant par l'Équateur, Haïti, l'Irak ou Hong Kong pour ne citer qu'eux, les peuples se soulèvent et expriment le dégoût qu'ils éprouvent envers leurs dirigeant-e-s. Ces mouvements sociaux ont de

commun qu'ils ne revendiquent pas la mise en œuvre de mesures spécifiques, mais une remise en cause complète des institutions politiques et du système économique. Au cœur de ces luttes légitimes, la violence occupe une place décisive. Ainsi, nous nous interrogeons : la violence n'est-elle que le contrecoup regrettable du fait d'éléments réactionnaires, ou bien s'agit-il d'un mal nécessaire pour que la lutte aboutisse ?

DE L'ÉTINCELLE À LA POUDRIÈRE

Taxe de 0,2 dollars par jour sur les messageries comme WhatsApp au Liban, hausse du ticket de métro de 30 pesos au Chili, fin des subventions pour les carburants en Équateur ou en Haïti, d'un genre qui évoque la *taxe carburant* qui déclencha la crise des gilets jaunes...



Bien que ces pays diffèrent grandement, ces événements fonctionnent tous comme des étincelles mettant le feu aux poudrières de l'injustice qui gangrène toutes ces sociétés depuis des décennies. Partout, les inégalités se creusent, les services publics – quand ils existent – sont en déliquescence, le coût de la vie augmente alors que, pour de nombreuses familles, les salaires n'augmentent pas et les emplois se précarisent. Fait notable : aux classes populaires, oublié-e-s et aliéné-e-s de toujours – que l'on s'attend à voir dans ce genre de soulèvements – se mêlent les classes moyennes en perte de sens face à la menace du déclassement. Parmi elleux figurent beaucoup de jeunes urbains, diplômé-e-s mais sans emploi.

CRISE GLOBALE DU CAPITALISME

En toile de fond de ces crises se profile discrètement le ralentissement de la croissance mondiale et des gains de productivité qui mettent à mal les recettes des États. Les temps de bonne conjoncture permettent aux peuples d'être maintenus dans une situation *supportable* et de leur faire miroiter des lendemains meilleurs. En revanche, la crise économique mondiale latente témoignant de l'essoufflement du modèle néolibéral, combinée dans certains pays à la mauvaise gestion et à la corruption qui parasite les administrations, obligent les États à s'endetter auprès des financiers internationaux pour financer les investissements publics indispensables et maintenir les gouvernements à flot.

À chaque fois, des mesures *d'ajustement structurel* censées permettre aux États

d'équilibrer leurs budgets – et d'ainsi rembourser aux plus vite leurs créanciers internationaux – posent une exigence double. D'une part, la baisse des dépenses et l'augmentation des recettes par diverses taxes (la fin des subventions au carburant en Équateur découle directement des recommandations du FMI) pour réduire le déficit et, d'autre part, la vente aux enchères des actifs publics pour renflouer les caisses rapidement. Ainsi, par la voie des privatisations, l'abandon des biens communs permet d'ouvrir de nouveaux marchés que les capitalistes nationaux et étrangers s'empresseront aussitôt d'investir. Parallèlement, les nouvelles taxes imposées à la population servent à financer les allègements d'impôt sur les entreprises et sur le capital. Tandis que les citoyen-ne-s ordinaires ne peuvent échapper aux impositions sur leurs dépenses contraintes (énergie, déplacement, télécommunications, etc.), il ne saurait être question de demander aux riches et aux grandes entreprises de contribuer à l'effort sous peine de les voir fuir, elleux et leurs capitaux avec.

Le Chili, disposant d'un PIB par habitant parmi les plus élevés d'Amérique du Sud, est paradoxalement un des pays les plus inégalitaires au monde. Là-bas, l'accès à la santé, à l'éducation, l'eau ou l'énergie relève presque uniquement du secteur privé et asphyxie la vie quotidienne, réduisant le et la citoyen-ne à un-e simple consommateur-riche. Là comme partout ailleurs, le néolibéralisme – idéologie prédominante dans le monde de l'entreprise multinationale et dans les milieux aisés qui le fréquentent – fonctionne comme le mode de gestion du capitalisme dans sa forme du 21^{ème} siècle et place les dirigeant-e-s à la tête des États et au service du capital.

ILLUSION DÉMOCRATIQUE ET VIOLENCE SYSTÉMIQUE

À travers ces événements, l'inaptitude de la démocratie prétendument *représentative* revient aujourd'hui violemment à la figure de tous ceux qui y croyaient encore. En effet, qui sont donc ces gens au pouvoir qui prennent des décisions hors-sol que l'écrasante majorité de la population rejette, et dont le rejet massif aurait été facilement anticipé par n'importe quelle personne ordinaire ?

Il en ressort que, en dépit des institutions *démocratiques* qui sont venues bénir nos sociétés modernes de leurs vertus, le pouvoir exercé par et pour le peuple est loin d'être une réalité. En raison de dynamiques multiples et complexes, notamment du fait que le système est basé sur l'offre politique plutôt que sur la demande réelle, il en résulte que le pouvoir finit quasi-systématiquement accaparé par les ultra-riches à l'instar du Président milliardaire Chilien Sebastián Piñera. Quand les oligarques ne dirigent pas eux-mêmes directement, ils le font au travers de la classe moyenne supérieure, la *classe managériale*, dont ils achètent la loyauté en la privilégiant par rapport au reste du corps salarial, lui permettant de consommer plus sur ses marchés et lui offrant ainsi un statut social supérieur. Il est particulièrement significatif que 76% des gilets jaunes disent ne pouvoir s'en sortir que difficilement et déclarent qu'ils s'imposent régulièrement des restrictions sur leur budget¹.

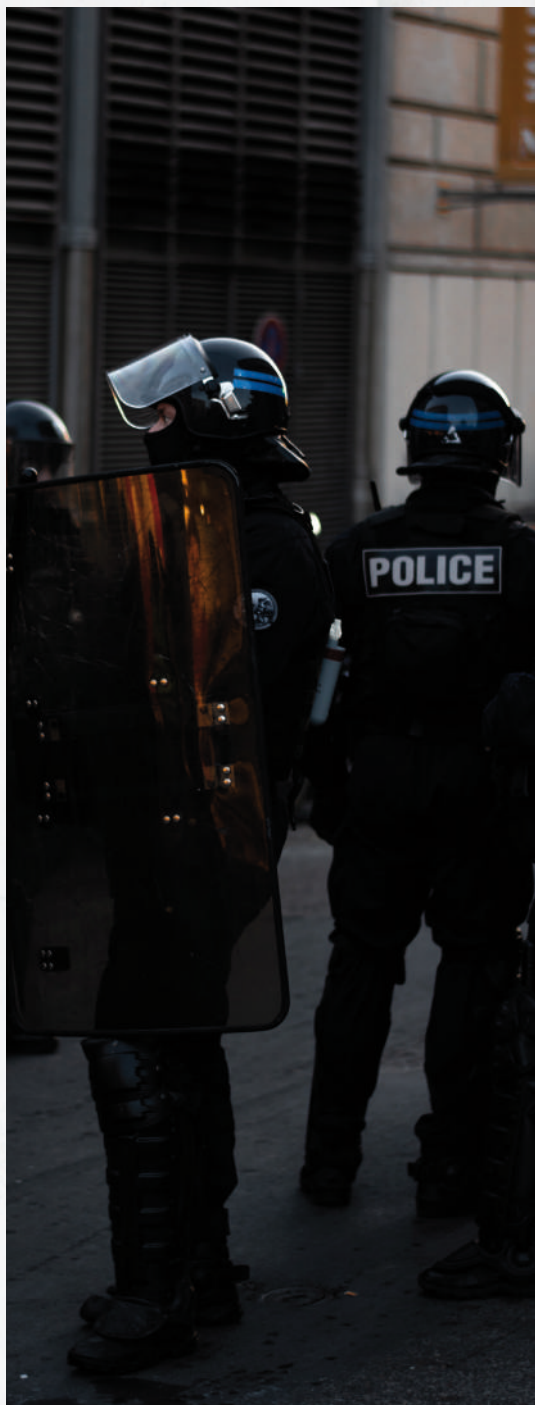
Ainsi, par le pouvoir de domination que la propriété confère à ceux qui ont tout, ils diffusent dans la société une violence systémique, institutionnelle. Cette violence se ressent lorsqu'un système scolaire sélectionne plus qu'il n'émancipe, lorsqu'une

police est davantage dans la répression que la protection, lorsqu'un système fiscal produit des inégalités plutôt que d'assurer une juste répartition des richesses, lorsque les prix du marché sont trop élevés car guidés par le profit, lorsque les ouvrier-e-s et employé-e-s sont humilié-e-s par des salaires qui ne leur permettent pas de vivre dignement, et que les chômeurs-euses le sont encore plus par un système économique incapable de fournir du travail à tou-te-s en suffisance.

IMPASSE SOCIALE ET VIOLENCE

Le premier enjeu de la violence est donc sémantique. Selon le cadre culturel médiatico-politique, on parlera de violence concernant tout usage de la force, mais également en cas de destructions matérielles. À travers la figure du *casseur*, les commentateur-ice-s offrent la possibilité aux manifestant-e-s de diviser les mouvements sociaux en se désolidarisant des *casseurs*. Pourtant, à y réfléchir, parler de violence lorsqu'un panneau publicitaire est incendié ou lorsqu'un mur est taggué ne tient pas de l'évidence. Pas plus qu'il ne tient de l'évidence de ne pas parler de violence lorsque le nombre de personnes vivant du revenu d'intégration sociale double en 12 ans.

La raison à cela tient sous doute dans le fait que si l'atteinte à un bien n'était pas frappée du même sceau d'indignité que l'atteinte à un corps, la propriété privée verrait son avenir menacé, et, avec elle, le système capitaliste. Dans le même ordre d'idées, si l'on donnait à la domination et à la prédation économique le nom de violence, les hiérarchies sociales se retrouveraient sans doute chamboulées. Ainsi, le récit de la non-violence a trouvé ses relais puisqu'il assure le monopole absolu de la violence légitime aux régimes en place. Or, lorsque le cadre institutionnel existant



ne permet pas de changement de régime politique, même lorsqu'il est souhaité par une majorité, alors cela conduit à poser les choses en termes de rapport de force.

Malheureusement, de fait, les grands changements historiques obtenus par la non-violence qui refondèrent de manière substantielle le pacte social et les institutions ne sont pas légion, même parmi ceux que l'on dit pacifiques. À côté de Martin Luther King, il y avait Malcolm X. À côté de Gandhi, il y avait des rixes violentes et des morts par dizaines, cela s'additionnant à des facteurs exogènes qui poussèrent le colon britannique à s'en aller. Il en va de même pour les révolutions de couleur.

Pour ceux qui font les révolutions – à commencer par les aliéné-e-s qui un jour se réveillent et décident de prendre leur destin en main – il n'y a guère besoin d'étudier avec précision les mécanismes complexes de la domination que l'élite économique exerce sur la société pour comprendre que, de toute évidence, elle ne renoncera pas d'elle-même à ses privilèges. Face à l'impasse, la violence sous ses différentes formes, incluant la désobéissance civile et le blocage forcé, peut devenir la seule issue. Il est éloquent de constater que les manifestant-e-s hongkongais-es, longtemps acclamé-e-s pour leur pacifisme, ont depuis adopté des techniques très agressives et ainsi obtenu le retrait de la tant décriée loi sur l'extradition. De même, plus près de chez nous, on ne peut se dérober à l'amer constat : l'intransigeance implacable que le pouvoir macronien affichait depuis l'élection du monarque présidentiel en dépit des nombreuses grèves et manifestations, contrastée avec ses concessions suites aux événements de l'hiver, donne raison aux violent-e-s. Devons-nous en conclure que les puissant-e-s ne cèdent du terrain que quand iels tremblent ? ■

« Il y a trois sortes de violence.

La première, mère de toutes les autres, est la violence institutionnelle, celle qui légalise et perpétue les dominations, les oppressions et les exploitations, celle qui écrase et lamine des millions d'hommes dans ses rouages silencieux et bien huilés.

La seconde est la violence révolutionnaire, qui naît de la volonté d'abolir la première.

La troisième est la violence répressive, qui a pour objet d'étouffer la seconde en se faisant l'auxiliaire et la complice de la première violence, celle qui engendre toutes les autres.

Il n'y a pas de pire hypocrisie de n'appeler violence que la seconde, en feignant d'oublier la première, qui la fait naître, et la troisième qui la tue ».

Dom Helder



FABRIQUE TES BOMBES A GRAINES

ET DETTE-LES POUR FAVORISER LA BIODIVERSITE



- 01** Choisis la graine de la fleur que tu veux.
- 02** Dans un saladier, verse deux doses d'argile.
- 03** Ajoutes-y un volume de terre, mélangé à un peu de compost.
- 04** Mélange.
- 05** Ajoute de l'eau petit à petit, tout en malaxant jusqu'à obtenir la consistance d'une pâte à modeler.
- 06** Forme des boulettes.
- 07** Avec ton index, creuse un petit trou dans chaque boulette.
- 08** Pose des graines dans le trou, le nombre est à déterminer en fonction de la taille de celles-ci. N'en mets que trois si elles sont grosses (comme les graines de tournesol). Tu peux aller jusqu'à dix si elles sont petites.
- 09** Referme le trou.
- 10** Roule la boulette pour qu'elle soit sphérique.
- 11** À l'assaut! Pars jeter tes bombes partout où tu voudrais voir pousser des fleurs ! Par exemple, une place publique, un pelouse, une friche...

JOKER | TODD PHILLIPS

IL NOUS FAUT À TOUT PRIX ÉVITER GOTHAM CITY Soubresaut du cinéma hollywoodien, le Joker de Todd Phillips est salué par la critique. Mais au-delà de l'énorme prestation de Joaquin Phoenix, le film est une critique de notre système économique et de la vision particulière de l'être humain qu'il sous-tend; l'hyper-individualisme.



Le film revient sur la vie d'Arthur Fleck, alias le Joker, dont le but dans la vie est de faire rire les gens. Il devient le personnage que l'on connaît à la suite de son licenciement et de la fermeture du centre psychomédical qui l'accompagne. Désespérément seul face à la violence tant physique que psychologique de la société de Gotham City, il sombre peu à peu dans la folie.

Sur fond de troubles politiques, le film fait écho à la désespérance sociale engendrée par notre système hyper-individualiste. Il nous rappelle à quel point ce système, en sacralisant l'individu roi, est une violente machine à broyer. Face aux conséquences dramatiques de ce système, il nous faut à tout prix éviter Gotham City. ■

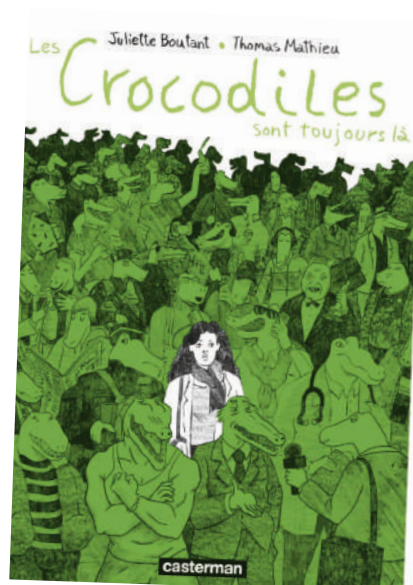
LES CROCODILES | J. BOUTANT & T. MATHIEU

LE PATRIARCAT EST TOUJOURS LÀ !

Thomas Mathieu et Juliette Boutant signent ce deuxième épisode des Crocodiles qui met en exergue les violences subies par les femmes. Les croquis partent de situations qui ont été vécues par des femmes, et sur ces dessins les hommes sont représentés en crocodiles. Le but n'est pas de dire que tous les hommes sont des harceleurs mais de dénoncer un système patriarcal omniprésent.

Si, depuis la sortie du premier album, #Metoo a eu le mérite d'exister, il faut bien constater que le harcèlement de rue et sur le lieu de travail - notamment - sont loin d'avoir disparus. C'est ce que l'auteur et l'autrice nous montrent, planche après planche. Les violences gynécologiques sont aussi abordées, celles-ci émanant du corps médical dans son ensemble. Enfin, les violences discursives que certain-e-s policier-e-s adressent à des victimes de violences sexistes sont présentées.

À lire absolument, surtout si tu es un homme cisgenre ! ■



AURÉLIE JILL LESLEY ISABELLE ELLEN
 LÉILA MIA JULIE SALLY
 KARINE LUTGARDE ELIANE CÉLINE
 DOMINIQUE SABRINA NANCY FATIMA
 VALENTINE ÉLODIE DANIELLE ...



TOUS LES 10 JOURS,
 EN BELGIQUE, UNE
 FEMME EST TUÉE SOUS
 LES COUPS D'UN HOMME.

Aimé 2019

REJOINS-NOUS !

CAMPUS

écolo j ULB

ulb@ecoloj.be

écolo j ULg

ulg@ecoloj.be

écolo j UCL

lln@ecoloj.be

écolo j SAINT-LOUIS

saintlouis@ecoloj.be

PROVINCE DE NAMUR

écolo j Namur

namur@ecoloj.be

PROVINCE DE HAINAUT

écolo j Picardie

picardie@ecoloj.be

écolo j Centre

centre@ecoloj.be

écolo j Charleroi

charleroi@ecoloj.be

écolo j Mons-Borinage

mons@ecoloj.be

PROVINCE

DE LUXEMBOURG

écolo j Luxembourg

luxembourg@ecoloj.be

écolo j Arlon

arlon@ecoloj.be

PROVINCE DE LIÈGE

écolo j Huy-Waremme

huy-waremme@ecoloj.be

écolo j Liège

liege@ecoloj.be

écolo j Verviers

verviers@ecoloj.be

écolo j Ostbelgien

ostbelgien@ecoloj.be

RÉGION DE BRUXELLES

écolo j Bruxelles

bruxelles@ecoloj.be



JUMP est le magazine d'écolo j

Retrouve son blog avec des recettes de saison, des DIY et tous ses dossiers thématiques sur www.ecoloj.be/jump !